

XLII.

HENRI II ET LE TRAITÉ DE CATEAU-CAMBRÉSIS. — RÉSULTATS DES GUERRES D'ITALIE. — LA PÉNINSULE FERMÉE AUX FRANÇAIS ET SOUMISE AUX ESPAGNOLS. — LA FRANCE ACQUIERT METZ, TOUL ET VERDUN (1547-1559). — LA RENAISSANCE EN FRANCE.

La mort de François I^{er} sembla d'abord laisser Charles V seul maître en Europe. Il battit les protestants d'Allemagne à Muhlberg, dicta son *Interim* pour imposer la paix religieuse, et domina l'Italie où après Naples et Milan qu'il occupait, il mettait encore garnison à Sienna, à Plaisance. Le roi de France, Henri II, ne s'occupait que de distribuer richesses et honneurs à quelques favoris, Montmorency, Saint-André, Diane de Poitiers, duchesse de Valentinois. Pourtant il sentit bientôt la nécessité d'arrêter les progrès de la puissance autrichienne, et se résolut à la guerre. Les traités avec les Suisses et les Turcs sont renouvelés. En Allemagne, le roi s'unit aux princes protestants, est reconnu protecteur des libertés germaniques, et autorisé à s'emparer, comme vicaire de l'empire, des villes de Metz, Toul et Verdun, qu'on appelait les Trois-Évêchés (1554). Il occupe en effet sans obstacle ces trois villes, mais échoue devant Strasbourg. Ce retour de la France dans la lice européenne change la fortune. Charles-Quint, surpris par Maurice de Saxe, est obligé de transiger avec les protestants, vient assiéger Metz, que le duc de Guise défend, y échoue, est battu à Renty; et, découragé par tous ces revers, dépose ses couronnes d'Espagne, d'Italie et des Pays-Bas sur la tête de son fils Philippe II (1556), puis l'empire entre les mains de son frère, déjà roi des Romains, l'archiduc Ferdinand. A partir de ce moment, la maison d'Autriche se sépara en deux branches, et la vaste domination de Charles-Quint fut pour jamais divisée (1556).

La trêve de Vaucelles, conclue avant sa retraite, n'empêcha pas la guerre de se rallumer aussitôt après. Elle se fit à la frontière nord-est de la France et en Italie, où le pape, Paul IV, faisait des efforts opiniâtres pour l'expulsion des Espagnols. Déjà le duc de Guise marchait sur Naples, quand il fut rappelé en France par la grande défaite de Saint-Quentin que venait d'essayer Montmorency. Ce hardi capitaine résolut de frapper un grand coup. Il assiégea Calais à l'improviste, en plein hiver, et le prit au bout de huit jours (1558). La honte de Saint-Quentin se trouva cachée par la gloire de ce magnifique succès, si facilement obtenu. Le duc de Guise fut placé au-dessus de

tous les généraux contemporains : la popularité de la maison de Lorraine date de ce jour.

Calais était repris, mais les Espagnols étaient toujours sur la Somme. Aussi le maréchal de Thermes ayant encore essuyé une défaite à Gravelines, Henri II ouvrit des négociations pour la paix. Après quatre mois de conférences, le traité de Cateau-Cambrésis fut conclu. La France rendait au duc de Savoie ses États, moins Chieri, Pignerol, Chivasso, Villeneuve et Turin : elle abandonnait Sienna aux Médicis et la Corse aux Génois ; mais elle gardait les Trois-Évêchés et, moyennant cinq cent mille couronnes, la ville de Calais.

La domination austro-espagnole fut inébranlablement affermie au nord et au midi de la péninsule italienne ; le saint-siège se trouva condamné à l'impuissance ; les ducs de Florence, de Parme et de Ferrare furent tenus dans la dépendance, et la frontière même de l'Italie resta aux mains des étrangers.

C'était là pour la France un échec ; car la maison d'Autriche, malgré sa division en deux branches, restait aussi redoutable à la fin qu'au commencement de la lutte. Mais en perdant des provinces éloignées, la France gagnait au nord Calais, c'est-à-dire l'affranchissement de son territoire et son intégrité reconquise ; les Trois-Évêchés, c'est-à-dire une triple avant-garde de places fortes pour la frontière de Champagne. Conquêtes utiles, nécessaires, vraiment nationales. Des guerres d'Italie, ainsi terminées, l'Europe sortait avec le système d'équilibre ; la France, avec un territoire arrondi, avec une royauté toute-puissante, *mise hors de page* par François I^{er}, maîtresse du territoire entier depuis la confiscation des biens de Bourbon, du clergé par le concordat, de la noblesse qu'elle avait habituée dans les camps à l'obéissance, du parlement plusieurs fois rappelé à la soumission, de tout le tiers état enfin, qui n'aspirait à aucun rôle politique.

François I^{er} avait essayé d'organiser une armée nationale et permanente, les *légions provinciales* ; cette tentative ne réussit pas, mais la marine prit quelque essor : Jacques Cartier alla découvrir le Canada (1528), et le commerce prospéra. Mais le plus heureux effet des expéditions des Français en Italie, fut de leur faire visiter ce pays des arts et des lettres, d'où ils ramenèrent des maîtres et des modèles dans tous les genres. Léonard de Vinci vint mourir en France, et y laissa sa *Joconde* ; Raphaël envoya à François I^{er} le *Saint-Michel* et la *Sainte Famille*. André del Sarto, le Primatice, Benvenuto Cellini furent également attirés par ce monarque. Les Français devinrent maîtres à leur tour dans les choses de l'art. Pour le roi, même pour les particuliers, ils élevèrent ces beaux palais, dont le style original est appelé style de la renaissance. Pierre Lescot construisit une des

façades intérieures du Louvre; Phillibert Delorme commença les Tuileries par l'ordre de Catherine de Médicis, Jean Goujon sculpta ses cariatides et les délicieuses figures de la fontaine des Innocents. Germain Pilon, Jean Cousin, se placèrent presque au même rang. L'étude de l'antiquité s'étendit, se centralisa dans le *Collège de France*, où l'hébreu, le grec, le latin, la médecine, les mathématiques, la philosophie, furent enseignés gratuitement, et qui compta tout d'abord parmi ses professeurs des hommes tels que l'hébraïsant Vatable, l'helléniste Danès, Postel, à la fois mathématicien et orientaliste, Turnèbe et Lambin. C'est aussi à François I^{er} que nous devons l'*imprimerie royale*.

L'étude du droit fut élevée jusqu'à la science par l'Italien Alciat, le grand Cujas, Pierre Pithou, Denis Godefroy, Doneau, François Hottmann, et Dumoulin, qui, le premier, jeta la lumière dans le chaos de nos coutumes. Grâce à leurs travaux, les Olivier, les Michel de l'Hôpital, les Harlay, les de Thou, profonds jurisconsultes, ou magistrats austères et dévoués, purent, au milieu des plus affreuses discordes religieuses, améliorer la loi civile et préparer l'unité rationnelle du droit français.

Ramus, le premier en France, étudia Platon, et lui fit balancer l'influence exclusive d'Aristote. Ambroise Paré créa la chirurgie française. Les lettres enfin brillèrent avec Rabelais, dont la bouffonne satire cache tant d'esprit moderne sous de grossières saillies, et Marot, le poète favori de François I^{er}.

XLIII.

LA RÉFORME EN FRANCE. — GUERRES DE RELIGION. — FRANÇOIS II. — CHARLES IX.
— HENRI III. — LES BOURBONS ET LES GUISES (1559-1589).

Le protestantisme ne s'établit en France qu'assez tard. La Sorbonne réfutait, le roi réprimait par la force les nouvelles doctrines. Le luthéranisme n'y pénétra guère. Le calvinisme, qui eut pour point de départ le livre de l'*Institution chrétienne*, publié par Calvin en 1535, fit plus de prosélytes. François I^{er}, qui soutenait les protestants chez son ennemi, ne les tolérait pas chez lui; en 1535, il fit brûler sous ses yeux deux luthériens, et dix ans après il approuva l'horrible massacre des Vaudois de Provence. Henri II, par l'édit d'Écouen, porta la peine de mort contre les hérétiques. Il fit même arrêter, en plein parlement, cinq magistrats suspects d'hérésie, dont un, Anne Dubourg, fut brûlé sous François II.

Ce prince, qui succéda en 1559 à son père, âgé à peine de dix-sept ans, avait épousé la belle et gracieuse Marie Stuart, nièce des Guises, princes cadets de la maison de Lorraine. Ceux-ci eurent sous ce règne un grand pouvoir, dont ils usèrent sans ménagements, de sorte qu'ils eurent bientôt soulevé contre eux une partie de la noblesse. Alors se forma la conspiration d'Amboise, mélange « de huguenoterie et de malcontentement, » dont le chef réel fut le prince de Condé, et le chef apparent un gentilhomme nommé de La Renaudie (1560). Les Guises, avertis à temps, se saisirent des conjurés et les livrèrent au supplice. Ils avaient même fait arrêter et condamner à mort le prince de Condé lorsque la mort prématurée de François II sauva le prince et livra à Catherine de Médicis la régence de son second fils, Charles IX.

L'ambitieuse italienne, tout occupée de conserver son autorité, adopta d'abord une politique de tolérance qui était aussi celle du chancelier l'Hôpital, par de plus nobles motifs. Elle crut fournir aux deux partis le moyen de vider leurs différends en provoquant le colloque de Poissy (1561). Mais des querelles y éclatèrent et envenimèrent les haines. Le massacre des protestants à Vassy par les gens du duc de Guise (1562) fut le signal d'une guerre civile de trente ans, qui, sept fois suspendue, recommença sept fois.

Les protestants réussirent au début : plus de deux cents villes tombèrent en leur pouvoir. Mais le duc de Guise leur enleva Rouen, au siège de laquelle périt Antoine de Bourbon, et les battit à Dreux. Il allait s'emparer d'Orléans, lorsqu'il fut assassiné par Poltrot de Méré. Sa mort ramena la paix (1563). Les deux partis s'unirent un instant pour reprendre le Havre, que les protestants venaient de livrer aux Anglais. Au reste, si les hérétiques appelaient les étrangers, ainsi faisaient les catholiques, et, en 1564, Catherine de Médicis eut à Bayonne une entrevue avec le duc d'Albe qui lui donna de cruels conseils : la France devenait le champ de bataille des partis religieux qui divisaient l'Europe.

Marquée par la bataille de Saint-Denis, où périt le vieux connétable de Montmorency, la seconde guerre civile se termina par la paix *boiteuse* ou *mal assise* de Longjumeau (1568), conclue sous l'influence toujours pacifique de l'Hôpital, qui trouvait moyen, au milieu de ces troubles civils, de rendre ses belles ordonnances d'Orléans (1560) et de Moulins (1566), qui introduisaient dans l'administration du royaume d'utiles réformes. Sa disgrâce rouvrit les champs de bataille : les protestants, toujours malheureux dans les actions générales, furent encore vaincus à Jarnac (1569), où succomba leur chef austère et intrépide, le prince de Condé. La mère de Henri IV, Jeanne d'Albret,

releva les courages abattus, et Coligny, prenant la conduite du parti, sut, malgré une nouvelle défaite, celle de Moncontour, imposer au gouvernement la paix de Saint-Germain (1570). Un instant même il entraîna le jeune roi dans une politique toute protestante : Charles IX allait soutenir contre Philippe II les Pays-Bas révoltés. La Saint-Barthélemy fit avorter ce dessein (1572). Catherine avait attiré à Paris, sous le prétexte du mariage du jeune roi de Navarre avec une sœur de Charles IX, les principaux chefs du parti. Dans la nuit du 24 au 25 août, le tocsin sonna, Coligny fut la première victime, après lui périrent tous les protestants à peu près qui se trouvaient dans la ville, moins le jeune prince de Condé et le roi de Navarre, qui furent contraints d'abjurer. Ce massacre fut répété dans plusieurs villes. Une quatrième guerre civile en sortit. Malgré la perte de ses plus vaillants capitaines et de l'élite de ses soldats, le parti protestant ne se laissa point abattre et obtint le traité de la Rochelle (1573). La Saint-Barthélemy éloigna du parti catholique tous les hommes modérés et tolérants qui formèrent un parti intermédiaire, celui des *politiques*, à la tête duquel se plaça le duc d'Alençon, frère du roi. C'est à lui que Henri IV devra son triomphe. Charles IX mourut, à peine âgé de vingt-quatre ans, au milieu d'une cinquième guerre civile (1574).

Il eut pour successeur son frère, Henri III, prince distingué par son esprit, mais méprisé pour ses vices, que les Polonais, sur le bruit de ses victoires de Jarnac et de Moncontour, avaient choisi pour roi, et qui, à la nouvelle de la mort de son frère, se hâta d'échapper à ceux qui l'avaient élu pour revenir en France. Les politiques s'étaient unis aux protestants, François d'Alençon à Henri de Navarre. Après une guerre mal conduite, le roi signa la paix de Beaulieu, qui donna au prince de Condé le gouvernement de la Picardie.

Jacques d'Humières, gouverneur de Péronne, réunit contre ce prince protestant, qu'on voulait imposer à une province catholique, plus de cinq cents gentilshommes, et les forma en association pour la défense de la foi. Telle fut l'origine et l'occasion de la Ligue, qui eut pour objet de soustraire la direction des intérêts catholiques à la politique incertaine et équivoque du gouvernement. Le nouveau duc de Guise était alors Henri le Balafre, ainsi nommé d'une blessure qu'il reçut, en 1575, dans un combat contre une armée allemande, auxiliaire des protestants. Il se fit le chef réel, quoique anonyme, de l'union catholique et fomenta l'aversion générale pour la dynastie de Valois, à laquelle il espérait substituer sa propre famille.

La Ligue fit de rapides progrès : activement servie par le clergé, surtout par les moines et par les jésuites, elle se rendit maîtresse des élections et domina dans les états de Blois (1576). On contraignit le

roi de rétracter l'édit de Beaulieu. On accorda six mois aux protestants pour abjurer. Mais en même temps qu'on forçait le roi à leur déclarer la guerre, on lui refusait les moyens de la faire; les hostilités languirent, et le roi, débarrassé de la surveillance des états généraux, s'empressa de signer un nouvel édit de pacification (1577).

Survint un événement d'une portée considérable : le duc François d'Alençon mourut en 1584. Le chef des protestants, Henri de Navarre, se trouva l'héritier présomptif de la couronne. Les catholiques, en majorité dans le pays, se voyaient menacés d'avoir pour roi un calviniste. Aussi la Ligue prit-elle aussitôt un accroissement extraordinaire. Elle contraignit Henri III à déclarer la guerre à son successeur légitime. Henri de Navarre débuta par la victoire de Coutras (1587). Mais le duc de Guise l'empêcha d'en profiter en détruisant les secours qui lui venaient d'Allemagne.

Henri III n'avait plus que le nom de roi : le duc de Guise, qui voulait lui ôter, jusqu'à ce nom, excita dans Paris l'insurrection connue sous le nom de *journée des barricades*, à laquelle le roi n'échappa qu'à grand'peine (1588). Bientôt il se fit donner une autorité presque souveraine par l'édit d'union (1588). Henri III n'eut plus de secours qu'en la nation : mais les états généraux, réunis à Blois (4 octobre), se déclarèrent ouvertement en faveur de la Ligue. Ils proclamèrent l'édit d'union loi fondamentale de l'État. Henri III, abreuvé d'humiliations, se venge du duc de Guise en le faisant assassiner (23 décembre). A la nouvelle du meurtre, les Parisiens se soulèvent, et le duc de Mayenne, frère de la victime, est nommé lieutenant général du royaume. Les plus grandes villes adhèrent au mouvement, et le roi, abandonné de tous, se rapproche enfin du roi de Navarre. Les deux rois viennent assiéger Paris avec quarante mille hommes; mais Henri III, le dernier des Valois, est tué d'un coup de couteau par le jacobin Jacques Clément (1589), Henri de Navarre devient roi protestant d'un royaume où la majorité de la population est catholique, et qu'il lui faudra gagner par des victoires, acheter par une conversion. Alors seulement la question de la réforme sera résolue par la tolérance religieuse.

XLIV.

HENRI IV ACHÈVE DE RUINER PAR SES SUCCÈS LA PRÉPONDÉRANCE DE L'ESPAGNE; IL TERMINE EN FRANCE LES GUERRES DE RELIGION ET RÉTABLIT LE POUVOIR ROYAL. — SES RÉFORMES, SES PROJETS. — SULLY. — ÉCOLES LITTÉRAIRES DE LA FRANCE. — MONTAIGNE. — AMYOT. — RONSARD; MALHERBE.

Après l'assassinat de Henri III, le roi de Navarre se fit proclamer roi de France au camp de Saint-Cloud; mais il se vit abandonné des principaux seigneurs catholiques, et la Ligue se grossit de tous les royalistes qui redoutaient un roi protestant. Le duc de Mayenne fit proclamer le cardinal de Bourbon (Charles X), et sous son nom dirigea tout. Réduit à sept mille hommes, Henri IV ne pouvait continuer le siège de Paris: il se retira en Normandie pour aller recevoir les renforts qu'il attendait d'Angleterre. Serré de près par Mayenne, et acculé à la mer, il prit une forte position à Arques, près de Dieppe, et repoussa victorieusement toutes les attaques. Les Anglais arrivés, il attaqua à son tour: peu s'en fallut qu'il n'emportât Paris par surprise (1589). De nouveau vainqueur à Ivry (1590), il revint devant la capitale. Les Parisiens se défendirent avec une indomptable énergie. La famine enleva trente mille habitants sans que personne parlât de se rendre. Le duc de Parme, Alexandre Farnèse, qui commandait dans les Pays-Bas les troupes espagnoles, accourut, et trompant le roi par de savantes manœuvres, fit entrer dans la ville un grand convoi. Henri dut lever le siège. La campagne de 1591 ne fut marquée que par des escarmouches insignifiantes. En 1592, Henri attaqua Rouen; mais Farnèse vint encore lui arracher une conquête certaine.

Par bonheur la Ligue était pleine de divisions, inévitable suite des revers. Les *seize* sévissaient même contre les catholiques modérés, et envoyaient à la potence un président du parlement. Mayenne, effrayé, proscrivit ces chefs du mouvement populaire. Dès lors une sourde opposition, secrètement encouragée par l'Espagne, entrava ses projets.

Cependant le cardinal de Bourbon était mort depuis plus de deux ans. De toutes parts, le cri public réclamait un pouvoir définitif. Mayenne convoqua un simulacre d'états généraux. Les députés se réunirent à Paris (1593). Alors parurent au grand jour les dissentiments qui, depuis longtemps, affaiblissaient la Ligue. Philippe II voulait être payé des énormes sacrifices qu'il avait faits en faveur de la Ligue, et ne demandait rien moins que la couronne pour sa fille

sabelle. Le sentiment national se souleva: le parlement rendit un arrêt où Mayenne était supplié « d'empêcher que, sous prétexte de religion, la couronne ne fût transférée en des mains étrangères. » La France repoussait donc Henri IV comme hérétique, les ligueurs comme instruments et complices de l'étranger. Il n'y avait qu'un moyen d'en finir et d'empêcher le royaume de tomber en dissolution. La conversion de Henri était devenue nécessaire. « Si le roi de Navarre était présent, avait dit Sixte-Quint lui-même, je le supplie à genoux de se faire catholique. » Henri abjura le 25 juillet 1593, dans l'église de Saint-Denis, et reçut à Chartres l'onction royale.

La Ligue n'avait plus de raison d'être; elle retarda, mais ne put empêcher le triomphe du Béarnais. Brissac lui vendit Paris (22 mars 1595), et quelques mois après l'absolution pontificale consacra définitivement ses droits aux yeux même des ligueurs; force fut alors aux chefs de la Ligue de reconnaître Henri IV. Le duc de Guise céda comme Villars, Brancas et Mayenne; mais tous aussi, comme Brissac, se firent acheter leur soumission (1596).

Une courte guerre avec l'Espagne, illustrée par le combat de Fontaine-Française et le siège d'Amiens (1597), amena la paix de Ver vins. Les limites des deux royaumes furent rétablies sur le pied du traité de Cateau-Cambrésis (mai 1598).

Henri avait assuré déjà la paix intérieure de la France en signant le célèbre édit de Nantes (avril 1598), qui donnait aux protestants la liberté de conscience partout, la liberté de culte dans l'intérieur des châteaux et dans un grand nombre de villes; des chambres mi-partie dans les parlements du midi; des places de sûreté; enfin, ce qui les constituait comme un État dans l'État, le droit de s'assembler par députés, tous les trois ans, pour présenter au gouvernement leurs réclamations.

La paix extérieure et intérieure une fois donnée à la France, Henri IV avait à fermer les plaies du pays. Les finances étaient dans l'état le plus déplorable; la dette publique montait à plus de huit cents millions de notre monnaie, et le trésor touchait à peine annuellement vingt-cinq millions. Henri IV choisit pour surintendant des finances un homme de guerre, le fidèle compagnon de sa fortune, Sully. Ce ministre énergique et dévoué fit rendre gorge aux traitants, vérifia par lui-même le produit des impôts, et ne les afferma qu'à un taux convenable. En moins de douze ans, malgré que la taille eût été réduite de quatre millions, les services publics furent assurés, cent millions de dettes payés, soixante millions de domaines rachetés, et une épargne de quarante et un millions mise en réserve dans les caves de la Bastille.

« Le labourage et le pâturage, disait Sully, sont les deux mamelles dont la France est alimentée, et les vrais mines et trésors du Pérou. » Il décréta donc le dessèchement des marais, prohiba le déboisement du sol, permit la libre exportation des grains. Il fut défendu aux collecteurs de la taille de saisir les bestiaux ou les instruments de labourage. Enfin, un grand agronome, Olivier de Serres, popularisa, par ses ouvrages, les vrais préceptes de la culture et de l'économie rurale.

Sully méprisait l'industrie; mais le roi, moins exclusif, fit planter cinquante mille mûriers, releva les fabriques de Lyon, de Nîmes et de Tours, qu'avaient établies François I^{er} et Louis XI. Il fonda des manufactures de verrerie et de faïence à Nevers et à Paris, conclut des traités de commerce avec la Hollande et l'Angleterre, rendit à la France le monopole du commerce en Orient, et fit bâtir, par Champlain, la ville de Québec au Canada (1608).

Henri IV rêvait de donner le repos à l'Europe, comme il le donnait à la France: il avait conçu le plan d'une grande confédération des États européens avec une diète pour juger les différends nationaux. Il allait entreprendre, dans ce but, une guerre contre l'Autriche, et déjà il entrait en campagne avec quarante-six mille hommes, à l'occasion de la succession de Clèves et de Juliers, quand le poignard de Ravaillac sauva l'Autriche (1610).

L'ordre qui rentrait dans l'état politique se mit, à la même époque, dans la littérature. Celle-ci, à la fin de ce xv^e siècle si agité, avait jeté un éclat vif et varié. A côté du sévère et dogmatique Calvin, le brillant, le capricieux, le sceptique auteur des *Essais*, Michel de Montaigne, né en Périgord; Amyot, naïf traducteur de Plutarque; Charron, grave et judicieux; le protestant d'Aubigné, virulent et plein de sévérité dans son histoire et dans ses satires; enfin, les auteurs de l'admirable satire Ménippée.

Dans la poésie, Ronsard, suivi des poètes qui forment avec lui la *Pléiade* (Joachim du Bellay, Antoine Baif, Étienne Jodelle), réagit contre le genre tout gaulois de Marot, et en voulant enrichir la langue française par des emprunts au latin, il la travestit d'une façon grotesque. Rien donc ne se faisait avec règle, même dans l'ordre littéraire. Mais voici venir les régulateurs: le premier est Malherbe, né à Rouen en 1555, mort en 1628, qui fixa la langue et la prosodie; le second sera Boileau.

XLV.

L'AUTORITÉ ROYALE CONSERVE LA PRÉÉMINENCE EN FRANCE. — RICHELIEU ET LOUIS XIII. — LE PROTESTANTISME CESSE D'ÊTRE UN PARTI POLITIQUE. — ABAISSEMENT DES GRANDS. — CRÉATION DES INTENDANTS. — ABAISSEMENT DE LA MAISON D'AUTRICHE (1610-1643).

Au xvii^e siècle, la royauté anglaise faillit disparaître, et en Allemagne l'autorité impériale succomba. En France, au contraire, Richelieu en fit le pouvoir le plus absolu qui ait jamais été. Il y eut cependant, après la mort de Henri IV, une époque d'agitations intérieures, sous le faible gouvernement de la régente Marie de Médicis qui abandonna toute la politique de son époux, au dedans et au dehors. Elle livra les finances, l'épargne de Sully, à son favori Concini, maréchal d'Ancre, et aux grands qui se révoltaient pour faire acheter leur soumission par des places et des pensions. Tel fut le traité de Sainte-Menehould (1614), après lequel, pour couvrir leur cupidité d'une apparence de bien public, ils exigèrent des états généraux. Les états de 1614 sont fameux, comme les derniers convoqués avant la révolution française. On y remarque les sages demandes du tiers état par l'organe de Robert Miron, mais en même temps l'outrageux mépris de la noblesse pour le troisième ordre et le dédain avec lequel ces réclamations furent accueillies du gouvernement, qui précipita la clôture des états, et renvoya les députés chez eux sans s'occuper de leurs demandes.

Nouvelle révolte des grands, toujours dans le but d'arracher à la royauté des gouvernements et des pensions. Condé, leur chef, obtint, avec le traité de Loudun, six millions et cinq places de sûreté (1616). Concini, qui ose le faire arrêter, voit se soulever contre lui toute la noblesse et le roi lui-même, entraîné par son favori Albert de Luynes, complota contre lui. Il est tué par le capitaine des gardes chargé de l'arrêter, et sa femme Éléonore Galigaï est brûlée vive pour avoir dominé la reine par des sortilèges, disait l'accusation (1617).

Au gouvernement de la reine mère et de Concini succéda celui de Louis XIII et d'Albert de Luynes qui ne valut pas mieux. Il fallut éléguer à Angers Marie de Médicis dont la petite cour servait maintenant de point de ralliement aux factieux. Mais d'autres ennemis, demeurés jusque-là tranquilles, se réveillèrent tout à coup. Irrités de l'injonction faite aux réformés béarnais de rendre les biens ecclésiastiques dont ils s'étaient emparés, les protestants se révoltèrent.